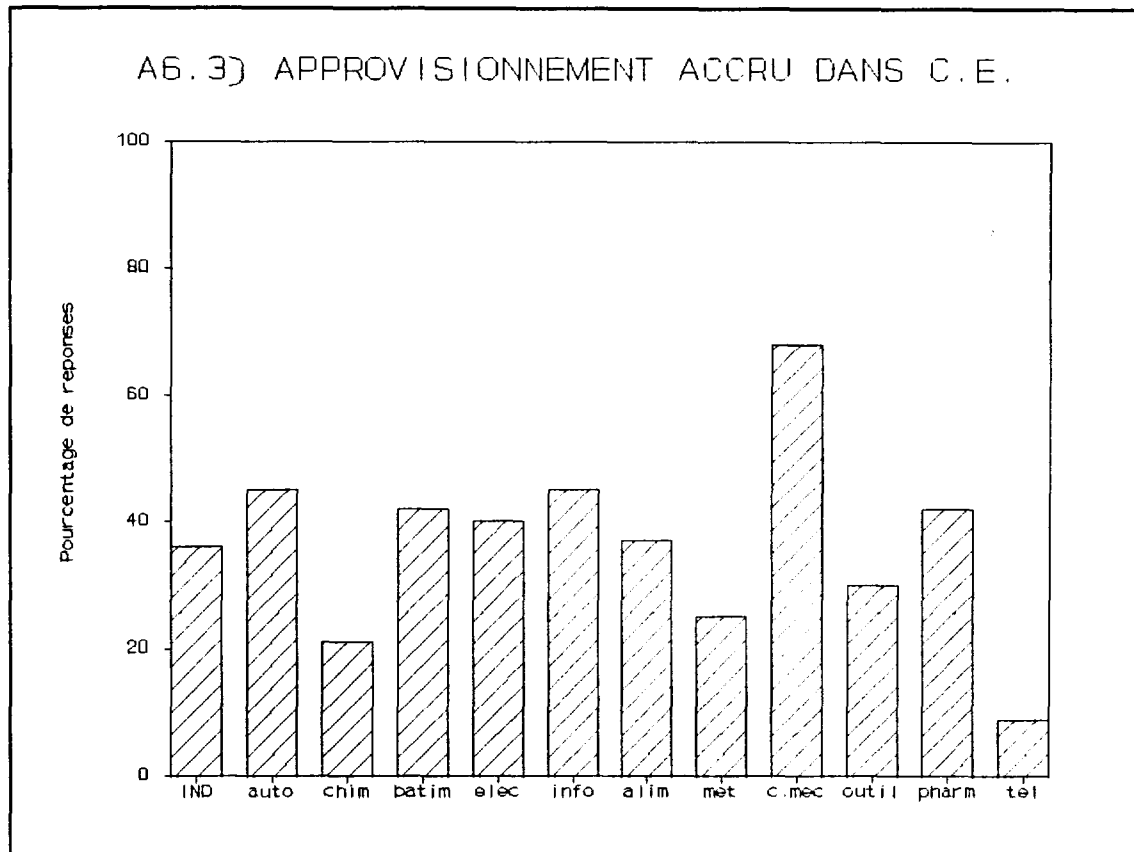


l'étranger dans un effort généralisé de restructuration de ses achats vers les pays à bas prix de revient comme l'Italie, l'Espagne et le Portugal.

GRAPHIQUE A6.3



Lors des interviews, certains chefs d'entreprise ont affirmé que leurs sociétés allaient maintenir une politique d'approvisionnement impartiale, justifiée par des considérations strictement commerciales ou parfois plus largement stratégiques.

- + Une grande chaîne française d'hypermarchés: "Pour nous, l'élimination des barrières douanières n'a pas la moindre incidence. Peut-être une toute petite... moins de douaniers et moins de gardes aux frontières. Mais l'élimination des entraves techniques est réellement un avantage: nous allons pouvoir acheter à l'étranger plus facilement..."

"Oui, nous nous approvisionnerons davantage dans les autres pays de la Communauté. En Espagne, par exemple, les tarifs douaniers vont être abolis sur les importations espagnoles en 1992, et nous pensons déjà à acheter davantage là-bas justement Mais il ne fait pas de doute que nous importerons davantage aussi des pays non européens. Notre chaîne de magasins au rabais achète déjà dans le monde entier."

- + Un constructeur automobile allemand: "Nous ne fabriquons pas au Canada, mais nous y faisons certains achats car c'est notre politique d'acheter dans tous les pays où nous vendons. Un des objectifs de notre société est d'augmenter nos achats dans la zone dollar, d'abord à cause du taux de change et ensuite pour équilibrer nos achats. Nous allons donc acheter plus au Canada, mais c'est sans rapport avec 1992."

D'un autre point de vue, plusieurs dirigeants se sont inquiétés des politiques communautaires qui pourraient limiter leur liberté d'achat à l'extérieur. Un chef d'entreprise italien dans la construction aérospatiale se demandait si les achats dans les pays non communautaires n'allaient pas devenir de plus en plus difficiles: "Ce qui nous inquiète le plus, ce sont les Etats-Unis, où nous avons plusieurs fournisseurs importants."